

Avril 1789 —

C A H I E R

D E

PLAINTES,
REMONTRANCES
ET DEMANDES

A U R O I,

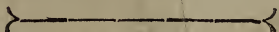
ET A LA NATION ASSEMBLÉE,

QUE LE TIERS - ÉTAT de la Senéchaussée de
Ponthieu charge ses DÉPUTÉS de porter
& présenter aux États-Généraux du Royaume,
convoqués à Versailles le 27 Avril 1789.



A A B B E V I L L E,

Chez L. - A. D E V É R I T É, Imprimeur du Roi
& de Mgr. Comte d'Artois.



1789.

Cane

FRC

6934

ms W 14097





C A H I E R
DU TIERS - É T A T
DE LA SÉNÉCHAUSSEE DE PONTIEU.



LE TIERS - ÉTAT de la Sénéchaussée de Pontieu , appelé à se réunir à la Nation pour concourir à la restauration du Royaume , a considéré que la France n'a jamais eu de Constitution fixe & stable; qu'il est important d'en établir une, & que c'est par ce grand ouvrage que l'on doit commencer , parce que , sans Constitution , il ne peut exister de bon Gouvernement.

Que tant qu'on laissera subsister une forme versatile & arbitraire dans toutes les parties de l'Administration , il sera impossible de corriger

les abus , & d'atteindre le but que le Souverain se propose.

Que c'est aux Etats-Généraux à mettre la main à cet important Ouvrage , & à le finir ; que c'est à eux à faire avec le Souverain , le saint Contrat qui doit toujours exister entre un Peuple & son Roi.

Mais que nos Etats-Généraux n'ayant qu'une existence éphémère , & devant cependant servir à élever l'édifice de la Constitution & à le conserver , il est intéressant de donner à cet Etre collectif & moral , d'abord le principe de vie qui lui manque , ensuite l'organisation la plus propre à déployer de grandes , de justes & de libres facultés.

Déterminé par ces considérations , le TIERS-ETAT de la Sénéchaussée de Ponthieu , présentera ses Plaintes , Remontrances & Demandes sous deux points de vue : premièrement , comme Français ; secondement , comme Habitans du Ressort de la Sénéchaussée de Ponthieu.

En conséquence , il sera prescrit aux Députés aux Etats-Généraux , de demander :

C O N S T I T U T I O N.

A R T I C L E P R E M I E R.

Que le premier acte de l'autorité législative de la Nation assemblée, soit de consacrer la formation actuelle des Etats convoqués.

Qu'il soit reconnu par NOSSEIGNEURS des Etats, qu'à présent comme à toujours, le nombre des Députés du Tiers aux Etats-Généraux du Royaume, sera au moins égal à ceux des deux Ordres réunis.

Que les délibérations soient prises par les trois Ordres réunis, & les voix comptées par tête; que cependant si, pour éviter la confusion dans les délibérations, il étoit arrêté d'opiner par Ordre, les Ordres seroient tenus de se réunir, s'il se trouvoit contrariété d'avis; & alors les voix seroient comptées par tête, afin qu'aucune proposition ne puisse rester sans décision.

Que dans le cas ci-dessus expliqué où il seroit délibéré par Ordre, le Tiers-Etat auroit droit de choisir son Président; que dans tous les Bureaux, Commissions ou Commissaireries qui pourront être établies pendant la tenue des Etats Généraux, l'Ordre du Tiers y aura au moins un nombre égal de Députés à celui des Députés réunis des deux

autres Ordres , & que les voix s'y compteront pareillement par tête.

Que le nombre des Députés aux Etats-Généraux soit proportionné à la population & à l'importance des impositions de chaque Province.

Que le Règlement du 24 Janvier 1789 , soit réformé & plus clairement expliqué ; que les dispositions des art. 17 & 20 de ce Règlement soient étendues aux Propriétaires roturiers ; & que par augmentation à l'art. 25 , il soit dit que les Propriétaires non domiciliés seront appelés aux assemblées des Paroisses , & y seront éligibles.

Que pour conserver & maintenir l'intégrité des députations , & l'égalité des Représentans des Ordres aux Etats - Généraux , les Bailliages ou Sénéchaussées soient autorisés à nommer des Suppléans , en nombre égal aux Députés , à l'effet de les représenter en cas de mort , maladie ou empêchement légitime.

Que dans toutes délibérations où l'égalité des Représentans se trouveroit détruite par l'absence de quelques Membres , les Ordres soient tenus de se réduire à une égalité parfaite , à moins qu'ils ne préfèrent d'accorder une augmentation relative de voix à l'Ordre qui seroit incomplet.

Qu'il sera reconnu qu'au Roi & à la Nation assemblée, appartiendra le droit de faire & consentir les Loix, même toutes celles qui auront pour objet les impôts & les emprunts, sous telle forme & dénomination que ceux-ci puissent être présentés.

Que le dépôt des Loix soit confié aux Tribunaux de Justice auxquels ces Loix seront adressées, sans que ces Tribunaux puissent, en aucun cas, s'attribuer le droit de les vérifier, ni en modifier les dispositions; la Nation se réservant expressément le droit de proposer, consentir & interpréter toutes les Loix.

Que le retour successif & périodique des Etats soit le principe fondamental de la Monarchie.

Qu'avant leur dissolution, les Etats-Généraux détermineront l'époque fixe à laquelle ils s'assembleront de nouveau.

Que tout subside ne puisse être accordé qu'à temps & pour la durée seulement de l'intervalle à courir jusqu'au retour des Etats.

Que la liberté individuelle de tous soit inviolable; que le caractère imprimé aux Députés par

Le choix libre de leurs Pairs , devant rendre leur personne sacrée , il ne puisse être attenté sur eux , en aucune manière , & qu'ils n'aient à répondre de leur conduite & de la véhémence de leurs expressions , qu'aux Etats-Généraux.

Que les Lettres-de-cachet soient à jamais pros- crites ; qu'aucuns Citoyens , Magistrats , Grands , ni Princes , ne puissent être privés de leur liberté par aucun ordre arbitraire ; mais que tous coupables , les Ministres eux-mêmes , soient jugés par les Loix , & chacun par leurs Juges naturels seulement.

Que le dépôt des Lettres & Ecrits de confiance soit sacré & inviolable ; que l'administration des postes soit responsable des attentats que ses Préposés pourront commettre dans l'exercice de leurs fonctions.

Que tous les Citoyens jouissent de la liberté de la Presse , sous la seule obligation à l'Auteur de signer son manuscrit , & à l'Imprimeur de mettre son nom à l'ouvrage.

I V.

Que ce ne sera que , lorsque les articles ci-dessus concernant les Etats-Généraux & la liberté individuelle seront irrévocablement consentis &

consacrés par une Loi, que les Députés pourront s'occuper des objets suivans :

1°. Constater la dette nationale, en examiner & vérifier les titres.

2°. Réduire les pensions de maniere qu'elles soient toutes calculées & mesurées sur l'importance des services rendus à l'Etat.

Supprimer toutes celles qui, après un mûr examen, ne se trouveront fondées que sur la surprise & l'importunité.

3°. Examiner les dépenses relatives à chaque Département, y faire les retranchemens dont ils seront susceptibles.

4°. Constater l'importance de la dette nationale & déterminer le *déficit* réel.

5°. Assigner une somme fixe tant pour les arrérages que pour les capitaux des Créanciers de l'Etat.

Affecter enfin à chaque Département des sommes correspondantes à ses besoins, en soumettant les Ministres des différens Départemens à rendre compte aux Etats-Généraux des sommes confiées à leur administration, ainsi que de tout ce qu'ils pourroient faire & ordonner qui seroit contraire à l'ordre de gouvernement établi par les Etats-Généraux.

A l'égard du Ministre des Affaires Etrangères,
il ne sera tenu de rendre compte qu'au Roi.

ADMINISTRATION.

IMPOTS.

ARTICLE PREMIER.

La dette nationale une fois bien constatée, les Députés demanderont la suppression de tous impôts actuels, directs ou indirects; de quelque nature & sous quelque dénomination qu'ils soient, notamment des droits d'Aides & autres y réunis, connus sous la dénomination de Régie Générale; de la Taille, & accessoires, la Gabelle, le Franc-Fief, l'impôt représentatif de la Corvée, les impôts personnels tels que la Capitation, la Milice de Terre & celle des Côtes, à l'exception des droits de Sortie & d'entrée qui seront perçus aux Douanes des frontières, les seules qu'on laissera subsister.

II.

Que pour tenir lieu de tous, ou partie des impôts nécessaires à l'acquit de la dette nationale, il soit établi de nouveaux impôts, sous des dénominations nouvelles & absolument différentes des anciennes, afin d'ôter tout prétexte de s'y

soustraire ; ces impôts devant être supportés par tous les individus , sans distinction d'Ordres , sur un seul & même rôle.

Lesquels impôts porteront , partie sur la propriété , partie sur les consommations ; alors la préférence sera accordée à ceux , dont le genre de la perception , fera le moins sujet à l'arbitraire , le plus compatible avec la liberté , le plus susceptible d'être réparti également sur tous les Citoyens , sans exemption ni privilèges , soit par abonnement , soit par taxe d'Office , ou autrement.

I I I.

Qu'enfin , pour diminuer la masse des impôts & simplifier les frais de perception , ils proposeront d'établir un abonnement général , supporté par toutes les Provinces , en raison de leurs forces respectives déterminées par les Etats-Généraux , lequel abonnement sera pareillement fixé & limité pour la durée , au retour périodique des Etats-Généraux.

I V.

Dans le cas , & il est sage de le prévoir , où il ne seroit pas fait droit sur la proscription proposée des anciens impôts , & où il seroit reconnu nécessaire d'en laisser subsister plusieurs , il con-

viendrait toujours d'en changer la dénomination, & nous indiquerions comme les moins funestes :

1°. en matière d'impositions réelles, les vingtièmes sur toutes espèces de propriétés auxquels seroient assujetties les rentes constituées sur particuliers & les créances de l'Etat, d'autant que ces créances vont acquérir une nouvelle hypothèque par la sanction qu'y donnera la Nation, à l'exception des vingtièmes des Offices & droits, qui ne pourroient jamais être établis, ni conservés à l'égard des Offices dont les Communautés n'ont aucuns revenus réels.

2°. En matière d'impositions, telles que la Capitation, frais de Milice, casernement, Maréchaussée, logement des gens de Guerre; un droit équivalent, mais dont la répartition seroit uniforme dans tout le Royaume, à raison de la force respective des Provinces déterminée aussi par les Etats-Généraux: jamais dans aucun cas le tirage de la Milice de Terre, des Côtes & des Canonnières auxiliaires de la Marine ne pourroit être rétabli, mais il y seroit suppléé par des engagements volontaires confiés aux Administrations des Provinces, dont la dépense seroit répartie sur tous les individus, sans distinction d'Ordres, au prorata des impositions principales.

En matière d'Aides & droits y réunis, pour

éviter les vexations & tyrannie qu'entraîne la perception actuelle, il sera établi un impôt unique sur les consommations, qui sera uniforme dans tout le Royaume, & tel qu'il sera convenu par les Etats-Généraux, & réglé par les Administrations des Provinces.

V.

Que tous Bestiaux nécessaires à la culture des terres, toutes les matieres premieres, alimens des Manufactures & Arts, telles que laines, coton, ingrédiens de teinture, huiles, savons, potasses, drogues médicinales, charbon de terre, &c., soient exempts des droits perçus à l'entrée, ou du moins adoucis en raison de la protection que le Gouvernement prétend accorder à l'Agriculture, aux Manufactures & aux Arts.

V I.

Que tous droits sur le Poisson frais, sec & salé de pêche nationale, soit anéanti, en ce qu'il tient à la subsistance journaliere de l'habitant de certaines Villes & du Matelot pêcheur.

V I I.

Que le Sel & le Tabac soient rendus libres & marchands, & assujettis aux seuls droits d'entrée

venant de l'Etranger ; & qu'alors toutes les Provinces soient mises sur le même pied.

V I I I.

Que plutôt d'étendre l'impôt au-delà de ceux désignés sur la propriété & la consommation , il seroit infiniment préférable que les Annates & toutes dispenses de la Cour de Rome , qui seront attribuées aux Evêques Diocésains , fussent supprimées , pour que l'importance en soit employée à diminuer le fardeau des impôts qui pèsent spécialement sur la classe la plus indigente des Citoyens.

D R O I T S D O M A N I A U X.

ARTICLE PREMIER.

Les Députés diront que la liberté des conventions ; & le secret absolu sur l'intérieur des actes de dernière volonté devant être inviolablement respectés , le soin de la tenue des répertoires doit être confié aux Juges ordinaires ; qu'alors , il sera fait un nouveau Tarif clair & précis qui renversera la progression des droits anciennement établis , lesquels doivent être moindres jusqu'à 10,000 liv., au lieu d'être plus forts , comme ils le sont actuellement.

Que les classes soient multipliées & distinguées de maniere qu'on ne puisse jamais s'y méprendre ; & en cas de difficulté sur la perception des droits, elles seront soumises aux seuls Juges de l'impôt.

I I.

Que le Centieme Denier en collatérale au premier degré soit supprimé ; & que , pour tout autre cas , il sera affranchi des sols pour livre, & qu'il ne sera perçu qu'à raison du Denier vingt du revenu , à la déduction de toutes charges tendantes à diminution.

I I I.

Qu'il conviendrait aussi d'affranchir , dès à présent , les adjudications faites en Justices, des droits de contrôle & d'insinuation , mal-à-propos prétendus ; ainsi que les actes émanés de la Justice , des droits additionnels qui embarrassent les percepteurs & les redevables.

I V.

Que tous autres droits Domaniaux , tels que ceux qui concernent le Centieme Denier des Offices, ne puissent être conservés ni rétablis en

aucun cas , parce qu'il est injuste de faire racheter annuellement ce que l'on a une fois payé à l'Etat : & dans le cas où les besoins exigeroient la continuation de ce droit , audit cas , il conviendrait y assujettir les Cours Souveraines.

V.

Que les offices d'Huissiers-Priseurs-Vendeurs soient supprimés , ainsi que les droits de quatre deniers pour livre qui sont perçus au nom du Roi.

V I.

L'abus qui résulte de la multiplicité des Notaires de Campagne , exige qu'on en réduise le nombre , qu'on leur assigne des arrondissemens déterminés , & qu'on les assujettisse à des épreuves.

C L E R G É.

Les Députés exposeront que le vœu général du Tiers-état de la Sénéchaussée de Ponthieu est :

1°. Que l'Edit de 1749 soit révoqué en tant qu'il défend l'aliénation des biens Ecclésiastiques.

2°. Que les Etats - Généraux soient suppliés d'ordonner que les droits honorifiques & de justice appartenans aux Abbayes & Communautés régulières

régulières seront vendus pour acquitter les dettes du Clergé, & subsidiairement celles de l'Etat, excepté semblables droits appartenans aux Evêchés & aux Abbayes y réunies, & en cas d'insuffisance que lesdites Abbayes & Communautés régulières soient autorisées à vendre des fonds suffisans pour opérer l'extinction des dettes du Clergé.

3°. Que les vœux des Religieux ne soient admis qu'à l'âge de vingt & un an, & ceux des Religieuses à l'âge de dix-huit ans.

4°. Que les Evêques procèdent à l'extinction des maisons Religieuses dans lesquelles il ne se trouvera point de Sujets suffisans.

5°. Que toutes les maisons Religieuses en Congrégation, où il n'y aura point quinze Religieux, & toutes autres où le nombre sera au-dessous de huit, soient dans le cas de l'extinction & suppression.

Que les Evêques & les Bénéficiers, sans distinction, soient tenus de résider dans le chef-lieu de leur bénéfice.

6°. Que le produit des biens, provenant desd. extinctions & suppressions, soit employé à l'acquit de la dette nationale.

7°. Que les Fêtes soient supprimées & remises au Dimanche le plus prochain.

8°. Que pour la commodité publique & l'honneur du Sacerdoce , il soit fait de nouveaux arrondissemens des Bénéfices-Cures , en restituant aux paroisses les grosses dîmes. Chaque Curé jouissant d'un plus grand revenu , seroit chargé de stipendier ses Vicaires , Maîtres d'Ecole , & Sœurs de Providence , pour l'instruction des enfans.

9°. Demanderont lesdits Sieurs Députés l'établissement d'un Bureau de Charité dans toutes les Paroisses ; & qu'il soit prélevé sur les dîmes des Curés , un revenu quelconque , qui seroit affecté à ces établissemens.

10°. Que la propriété soit déchargée de l'entretien & de la reconstruction des nefs des Eglises & des Presbyteres, cette charge devant être supportée par les gros Décimateurs.

11°. La suppression de la dîme de laine , de sang , & de charnage , en ce qu'elle occasionne beaucoup de procès , & que d'ailleurs elle fait double emploi avec la grosse dîme.

12°. Que tout Titulaire de bénéfice soit tenu d'entretenir les baux de son prédécesseur.

13°. Les Députés dénonceront le vice du plan actuel de l'éducation de la jeunesse dans les Collèges , & demanderont qu'elle soit confiée à un Corps ou Congrégation qui s'occupera , avec plus de zèle & de soins , de cette fonction si impor-

cante pour l'Etat , que des Professeurs gagés , qui ne prennent leurs chaires , que pour y attendre une place meilleure.

14°. Que les Hôpitaux des malades soient mis sous l'administration des habitans des lieux , représentés par des Notables & les Officiers Municipaux , en conformité des Réglemens.

ETATS PROVINCIAUX.

ARTICLE PREMIER.

Il sera demandé qu'il soit établi , dans tous les pays d'Election , des Etats- Provinciaux , à l'instar de ceux du Dauphiné , sauf à Sa Majesté , sur les représentations qui lui seroient faites , à déterminer , par des Réglemens particuliers , ce que pourroient exiger les coutumes & usages de chaque Province. A ce moyen , ces Etats ainsi établis par le Roi & la Nation , auront une consistance indestructible & unifont à jamais l'administration particuliere de chaque territoire à l'administration générale du Royaume.

II.

Les Etats- Provinciaux auront l'administration de tous impôts , & la répartition de tous abon-

nemens , tel qu'il aura été fixé par les trois Ordres , sans distinction , en adoptant la manière la plus simple & la moins onéreuse ; & les Députés seront mêmes autorisés à solliciter que l'administration des biens des Bénéfices mis en éconòmats , ainsi que de ceux des biens Ecclésiastiques dépendans des maisons qui seront éteintes ou supprimées , soit confiée aux Etats - Provinciaux.

I I I.

Ils seront chargés de faire faire la perception desdits impôts & abonnemens , pour en verser les fonds directement au Trésor Royal , ou acquitter d'autant dans la Province les dettes de l'Etat.

Ne pourront , en aucun cas , lesdits Etats Provinciaux consentir d'autres impôts ni emprunts que ceux que la Province , elle - même , auroit sollicité pour ses dépenses & ses besoins particuliers.

I V.

Les Etats - Provinciaux ne souffriront point qu'aucun impôt ou abonnement puisse être levé ni perçu au delà du terme qui sera fixé par les Etats Généraux , à peine par les percepteurs d'être poursuivis comme concussionnaires.

V.

Seront pareillement chargés lesdits Etats-Provinciaux de l'administration des Domaines & Bois, de la confection & entretien des grandes routes, rues & chemins vicinaux, chaussées, ponts, canaux, rivières, turcies & levées, & en général de tous ouvrages publics des Provinces, Villes & Communautés, soit que les dépenses relatives à cet objet intéressent la Nation, ou lesdites Provinces, Villes & Communautés; à condition néanmoins que tous les genres de propriété seront garantis de toute atteinte; tellement que les propriétaires qui seront obligés de faire quelque sacrifice au bien public, soient assurés d'une indemnité effective de la vraie valeur, avec le quart en sus de l'estimation.

VI.

Il sera demandé que le Comté de Ponthieu, tel qu'il existoit avant les divers démembrements qu'il a essuyés, soit administré par des Etats Particuliers, comme il l'a été jusqu'au 17^{me} siècle, lesquels Etats seront aussi établis à l'instar de ceux du Dauphiné.

Et dans le cas où le Comté de Ponthieu ne pourroit obtenir des Etats-Particuliers, les Dé-

putés insisteront pour qu'il soit accordé des Etats-
Provinciaux à toute la Province.

VII.

Lesdits Députés solliciteront pour qu'il soit accordé au Comté-Pairie & Election d'Eu, une Assemblée de Département, ou autre de pareille nature, subordonnée aux Etats-Provinciaux de Normandie.

VIII.

Ils solliciteront pareillement la suppression du Corps des Ponts & Chaussées, & demanderont que néanmoins les écoles de ce Corps soient conservées, rendues publiques & gratuites.

ALIÉNABILITÉ DES DOMAINES.

ARTICLE UNIQUE.

Il sera demandé qu'il soit consenti à l'aliénabilité des petits Domaines de la Couronne ; & que, pour augmenter les revenus de l'Etat, les Engagistes de ces Domaines soient dépouillés, en les remboursant de leur finance, si mieux n'aiment suppléer la véritable valeur des biens possédés par eux à ce titre, pour les conserver définitivement ; lesquels supplémens, ainsi que le

prix des Domaines qui seroient aliénés, seroient versés dans la caisse des amortissemens, pour être employés au paiement des dettes de l'Etat, auquel cas lesdites aliénations des Domaines demeureroient irrévocables.

A P A N A G E S.

ARTICLE UNIQUE.

Seront expressément chargés lesdits Députés de demander que les Etats-Généraux examinent, s'il ne seroit pas plus avantageux à la Nation & aux Princes apanagistes, de supprimer les apanages, en y suppléant par des revenus fixes & équivalens sur le Trésor Royal.

CHASSE ET CAPITAINEURIE.

Les Députés demanderont la réformation du Code des Chasses, & de nouveaux Réglemens relatifs aux garennes, lapins, pigeons, bêtes fauves, & autres animaux destructeurs.

Ils solliciteront l'abolition des Capitaineries trop multipliées, qui portent en même-temps, un très-grand préjudice à la culture, & qui empiètent sur les propriétés.

Dans les lieux où elles devront être conservées,

parce que le Roi n'aura pas voulu faire le sacrifice de cette jouissance ruineuse au Cultivateur , au moins Sa Majesté fera suppliée d'affecter , pour les dédommagemens indispensables , les sommes relatives aux dommages qu'engendrent nécessairement ces Capitaineries.

Extinction & Rachat des Servitudes féodales.

Ils réclameront la suppression des reliefs à merci , de tous droits de bannalité de Four , Moulin , Pressoir , & droits de Parcage appartenans aux différens Seigneurs , qui ne sont fondés sur aucuns titres primordiaux , ni sur les coutumes générales & locales des Provinces.

Ils exposeront que le vœu de la Province est d'obtenir la faculté de racheter ces mêmes droits qui se trouveroient fondés sur titres primordiaux , & sur les coutumes générales & locales , même ceux de champart & de mort & vif herbage.

L É G I S L A T I O N .

L'objet de la Législation étant d'une importance majeure , à raison de son influence sur la vie , l'honneur & la fortune des Citoyens , les Députés s'occuperont plus essentiellement de tout ce qui peut s'y rapporter.

ARTICLE PREMIER.

Ils demanderont la suppression de la vénalité des charges de Judicature, des épices & vacations, & de toutes taxes & émolumens quelconques exigés par les Secrétaires des Rapporteurs; & qu'à l'avenir, les Magistrats & tous Officiers de Justice Royale soient nommés par le Roi, sur la présentation de trois Sujets qui lui sera faite par les Tribunaux.

II.

Qu'il ne soit conservé que trois especes de Tribunaux supérieurs; les Parlemens, Cours des Aides & Présidiaux; & quatre Jurisdiccions inférieures, la première, pour la Justice ordinaire, la seconde pour l'Impôt, les deux autres d'attribution, pour la Justice Consulaire & l'Amirauté.

III.

Qu'il ne soit conservé dans les Justices Royales inférieures non ressortissantes nuement aux Cours, qu'un Prévôt & un Procureur du Roi, pour la police, les tutelles & autres actes extraordinaires provisoires; & que dans les Villes où il y a Bailliage royal ou Sénéchaussée royale, la police, seule-

ment , sera confiée & attribuée aux Municipalité.

Que les Justices Seigneuriales soient réformées & restreintes à la juridiction féodale ; & que cependant les Justices des Pairies soient conservées dans leur compétence actuelle , pourvu qu'elles soient composées de trois Juges gradués & inamovibles , chacun desquels sera nommé par les Seigneurs , sur la présentation de trois Sujets qui lui sera faite par les Vassaux.

I V.

Demander également la réunion aux Présidiaux des Officiers des Bureaux des Finances & des Mairies , & attribution du contentieux concernant le Domaine & les Eaux-&-Forêts.

V.

Que les pouvoirs des Présidiaux soient portés jusqu'à 4000 liv. sans appel ; & pour éviter l'établissement de nouveaux Tribunaux , les déplacements ruineux des justiciables , l'appel des sentences des Sénéchaussées & Bailliages , Présidiaux , depuis 4000 liv. jusqu'à 10000 liv. , sera porté & relevé au Présidial le plus prochain , pour être jugé en dernier ressort.

V I.

Les Députés démontreront l'avantage de la réunion de tous les Tribunaux inférieurs qui connoissent actuellement de l'impôt, en un seul, sous la dénomination de *Jurisdiction de l'Impôt*, & dont tous les Officiers seront gradués.

Cette Jurisdiction auroit l'attribution du contentieux relatif à toute espece d'impôts, droits domaniaux & abonnemens, & généralement de tous droits, dont la connoissance avoit été donnée aux Intendans, & aux Commissions de Valence, Caen, Reims & Saumur, qui seront supprimées, comme n'ayant jamais dû être établies.

V I I.

Demandront que les pouvoirs des Juges de l'impôt soient portés à 100 liv., en dernier ressort, & au-dessus, sauf l'appel aux Cours des Aides, & sans qu'en aucun cas, il puisse y avoir lieu à aucune évocation ou attribution particulière.

V I I I.

Demandront également que les pouvoirs des Justices Consulaires soient portés jusqu'à 2000 liv. en dernier ressort, & au-dessus, sauf l'appel aux

Cours de Parlement ; que la Déclaration du Roi du 7 Av il 1759 qui rend les justices Consulaires Bailliageres, soit révoquée ; que les Justices Consulaires aient l'attribution des faillites , des scellés aux inventaires qui en sont la suite , de la vérification des écritures , avec pouvoir de prononcer, par le même jugement , sur l'incident & sur le fond , sauf s'il y avoit lieu à l'inscription de faux à renvoyer les parties devant les Juges ordinaires.

I X.

Que la prestation de serment des Juges-Consuls , entrant en exercice , ait lieu généralement dans les mains du Juge sortant , sans être obligé d'obtenir au Parlement aucune permission sur requête.

X.

Réclamer que les sièges des Amirautés conservent les attributions qui leur sont accordées par l'Ordonnance de la Marine de 1681 , & que les appels de leurs jugemens soient portés directement aux Cours de Parlement ; comme aussi , solliciter l'abrogation de l'Arrêt par défaut du mois d'Août 1786 , qui adjuge aux Huissiers-Prisfeurs de Rouen , le droit de vendre les vaisseaux.

X I.

Que Sa Majesté sera très-humblement suppliée d'abroger tous droits de *Committimus*, & de ne pas permettre qu'il soit admis en son Conseil aucunes requêtes en cassation contre tous jugemens & arrêts, même en matiere d'impôts, si ce n'est dans le cas des dispositions expresses & littérales des Ordonnances.

X I I.

De demander la refonte & la réforme des Loix Civiles & Criminelles, l'abréviation des formes & procédures, un Code moins sanglant & plus conforme à la raison & à l'humanité ; qu'il soit nommé par les Etats-Généraux, & pendant leur tenue, une Commission à laquelle les Etats-Provinciaux & toutes Cours de Justice seront tenues d'adresser leurs mémoires & observations sur la confection du nouveau Code Civil & Criminel.

X I I I.

Qu'en attendant que les Etats-Généraux aient pu statuer sur ce grand objet de refonte & de réforme, il soit promulgué une Loi provisoire qui ordonne :

1. La publicité de la procédure criminelle ; après le premier interrogatoire , l'instruction toujours faite par trois Juges.

2. Qu'il soit accordé un conseil à l'accusé ; que la sellette & la question préalable soient supprimées ; que la peine de mort ne soit infligée qu'aux assassins , incendiaires & empoisonneurs.

3. Qu'il soit fixé un délai d'un mois pour l'exécution de tous jugemens de mort , & que ce jugement ne soit connu & prononcé à l'accusé , que vingt-quatre heures avant son exécution.

4. Que le droit de confiscation , au profit du Roi , des biens des condamnés à des peines capitales pour tous crimes , soit supprimé ; les parens du coupable ne devant point être punis , puisque les crimes sont personnels.

5. Que les fonds provenant des amendes prononcées par les jugemens au profit du Roi , soient appliqués aux indemnités à accorder aux accusés qui auront été pleinement absous.

6. Que tous Juges seront obligés à motiver leurs jugemens dans les différends qu'ils décideront par les Loix & le Droit.

XIV.

Lesdits Députés solliciteront que toutes les Jurisdictions aient un arrondissement fixe & déter-

miné, de maniere que les justiciables soient nécessairement de la Jurisdiction la plus voisine.

X V.

En conséquence, pour rapprocher les justiciables du Comté de Ponthieu & du Comté d'Eu de leurs Juges naturels, lesdits Députés demanderont pour le Comté de Ponthieu :

1°. Que l'arrondissement du ressort de la Sénéchaussée de Ponthieu soit fixé par des lignes certaines, immuables, sans aucun mélange, & réclameront à cet effet la réunion des Prévôtés de Doullens, de Saint Riquier, de Viméu & du Bailliage de Montreuil, qui ont été autrefois distraits du Comté de Ponthieu, & qui se trouvant aujourd'hui dans la main du Roi, ou du Prince apanagiste, ne peuvent, d'après les Loix des Fiefs, être considérés que comme un seul tout.

2°. Qu'attendu que l'arrondissement requis est aussi de la plus grande nécessité pour faciliter & simplifier l'administration & perception des impôts, & que le seul obstacle qui peut s'opposer à ce bien si désirable, est la diversité de la Coutume qui régit les parties du Ponthieu ci-devant distraites, la Coutume de Ponthieu sera abrogée,

pour les habitans & leurs propriétés dans ledit Comté être régis par la Coutume générale d'Amiens, sauf les droits des Seigneurs pour la conservation & perception de leurs profits de fiefs, esquels ils seront maintenus, d'après leurs titres, & sans qu'ils puissent exiger dans les Villes & Banlieue dudit Comté de Ponthieu, autres & plus grands droits que ceux portés par leurs titres ou par les coutumes locales, de tout temps, observées en icelles, & sous la réserve de pouvoir par la suite demander la correction ou réformation d'aucuns articles de la Coutume générale du Bailliage d'Amiens, qui en pourroient être susceptibles; pourquoi le ressort de la Sénéchaussée de Ponthieu s'étendra sur toutes les Villes, Bourgs & Villages renfermés dans le canton qui se trouve borné, d'un côté, vers l'Orient, par le Comté d'Artois, & les Prévôtés de Beauquesne & d'Amiens dépendantes du Comté d'Amiens; d'autre côté, vers l'Occident par la Manche; d'un bout, vers le Midi par la riviere de Bresle, le Comté & le Duché d'Aumale; & d'autre bout, vers le Nord, par les rivières de Canche & d'Authie, qui font la séparation du Comté de Ponthieu d'avec celui du Boulonnois; & d'une autre partie de l'Artois.

Demanderont également lesdits Députés, pour
le

le Comté d'Eu, que la Charte aux Normands soit confirmée; que sans déroger aux Privilèges de la Pairie, & aux Privilèges personnels du Pair, dont la connoissance appartiendra toujours au Parlement de Paris, les appels des Sentences rendues au Bailliage d'Eu, entre les Vassaux du Comté, soient portés au Parlement de Rouen, dont ce Comté relevoit avant son érection en Pairie, en conservant néanmoins l'usage de partager les rentes constituées suivant la Loi du domicile du créancier.

M I L I T A I R E.

Dans une Province où il est devenu un reproche pour la classe la plus nombreuse des Habitans, de n'avoir point consacré quelques années de sa vie, au service du Roi & de la Nation, le Tiers-Etat ne doit point voir avec indifférence la constitution Militaire; & sans doute, il est de son devoir de mettre le Soldat-Citoyen, sous la sauvegarde des Loix: en conséquence les Députés demanderont:

I I.

Que le Code général Militaire soit réformé; qu'il soit arrêté par les Etats-Généraux; qu'il ne

puisse être changé en aucune maniere que par ces mêmes Etats; que toute peine soit proportionnée au délit, & qu'il n'en soit infligée aucune qui puisse avilir le Soldat, telle que *coups de bâton & de plat de sabre*, punition d'autant plus injuste, qu'elle tombe en ce moment sur les Soldats- Provinciaux, qui n'ont point vendu leur liberté.

Que toute peine au-delà de la privation de la liberté, ne puisse être infligée que sur la décision de trois Officiers âgés au moins de vingt-cinq ans, dont un Officier Supérieur.

I I.

Qu'il soit statué que tout Officier ne puisse commander aucune Garde, aucun Détachement, qu'il n'ait atteint au moins vingt ans; que Sa Majesté soit suppliée de vouloir bien n'accorder de Régiment à aucuns Officiers, autres que les Princes de son Sang, avant l'âge de trente ans.

I I I.

Que l'Ordonnance qui exclut le Tiers-Etat des emplois Militaires, soit abrogée comme avilissante pour l'Ordre du Tiers, & tendante à anéantir le patriotisme & l'amour de la gloire.

I V.

Que le Roi sera supplié par lesdits Députés d'admettre le Tiers-Etat dans tous les Grades du Service de Terre & de celui de la Marine Royale. Ils supplieront également Sa Majesté d'abroger la vénalité de la Noblesse, & de vouloir bien n'accorder à l'avenir cette distinction honorable, qu'à ceux qui auront rendu des services à l'Etat, soit dans l'Ordre Civil, soit dans l'Ordre Militaire.

L'opinion & le vœu du Tiers-Etat, est que ; pour rendre à l'Agriculture des bras utiles, & économiser sur les dépenses du Département de la Guerre, il soit accordé, en temps de paix, à tout Soldat, bon Sujet & bien instruit, un congé de huit mois, sans solde ; attendu que quatre mois fussent pour rappeler à un Soldat, ce qu'il auroit pû oublier de ses exercices.

V.

Que la Maréchaussée soit augmentée de manière à procurer sûreté & tranquillité, & que la surveillance en soit accordée aux Etats-Provinceaux.

V I.

Q'attendu qu'il est juste & naturel que tout

Cultivateur ait dans son domicile des armes pour repousser les malfaiteurs , & se défendre des animaux furieux , il ne puisse , à l'avenir , être privé du droit d'en avoir chez lui ; qu'en conséquence on ne puisse faire en sa maison aucune perquisition , soit par ordre des Gouverneurs des Provinces , des Seigneurs ou Officiers de Maréchaussée , & qu'il ne puisse être désarmé que par Ordonnance de son Juge naturel.

SUPPRESSION D'OFFICES INUTILES.

Les Députés demanderont la suppression de tous Emplois & Places Civiles & Militaires , qui peuvent être regardées comme inutiles , notamment des Gouvernemens sans fonctions , Etats-majors des Villes dans l'intérieur , Intendants & Commissaires départis dans les Provinces.

AGRICULTURE ET COMMERCE.

Le Commerce a besoin au-dehors de la protection du Gouvernement , & au - dedans il lui suffit d'être favorisé. Celui de la France , sur lequel l'Administration n'a pas eu les yeux assez ouverts , n'est pas aidé de cette utile protection , sans laquelle il ne peut prospérer. Les entraves & les abus de tout genre , ont réprimé l'effort qu'il

pouvoit prendre. L'Agriculture, qui se trouve très-étroitement liée au Commerce par les objets qu'elle lui fournit, & les rapports multipliés qu'ils ont ensemble, ne peut en être séparée. Leurs intérêts sont communs & semblent se confondre : c'est pourquoi les Députés demanderont pour l'un & l'autre, liberté, encouragement, faveur & protection ; & particulièrement pour l'Agriculture, la suppression des impôts, dont elle est plus qu'accablée, & qui portent le découragement dans cet Art utile & précieux.

ARTICLE PREMIER.

Le Traité de Commerce avec l'Angleterre, a porté le coup le plus funeste à nos Manufactures ; il faut donc en demander la révocation ; & que, si elle est impraticable en politique, du moins l'effet en soit éludé, ainsi que les Anglais nous en ont donné l'exemple sur les objets du même Traité qui leur offrent le moins d'avantages, en établissant un Droit, ou à l'entrée ou intérieurement à la consommation, de la manière la plus conforme au plan qui sera adopté pour les Douanes.

I I.

Qu'on exempte absolument du droit de contrôle, & sans aucune restriction, tous les billets à

ordre de Marchand à Marchand , quand même ces billets seroient endossés par des personnes de toute autre classe que celle des Commerçans.

I I I.

Que les Loix qui ont pour objet les faillites frauduleuses , soient remises dans toute leur vigueur.

I V.

Qu'il ne soit plus accordé de Lettres de répi, de cession , Arrêts de défenses , surseance , que sur certificats émanés des Juges & Consuls des lieux.

V.

Que les lieux privilégiés du toute espee , comme le Temple à Paris , & autres , ne puissent plus être ouverts aux banqueroutiers.

V I.

Que les Inspecteurs des Manufactures , Sous-Inspecteurs & Marqueurs soient supprimés ; que leurs fonctions soient attribuées aux Gardes des Communautés.

V I I.

Puisqu'il est essentiel de ne jamais exposer le

Royaume à la disette du Bled, on n'en devoit ouvrir l'exportation qu'avec la plus grande réserve, & ne jamais attendre trop tard à en interdire la liberté ; que cette police devoit être confiée aux Etats-Provinciaux, & que ce ne devoit être que sur leur demande, ou au moins que d'après leur avis, que la sortie des grains pour l'Etranger devoit être permise.

V I I I.

Que la sortie des laines soit, à l'exemple de l'Angleterre, absolument prohibée, avec d'autant plus de raison, qu'on s'apperçoit que les Anglais tentent en ce moment d'accaparer les laines dans les campagnes du voisinage des ports de Calais & de Dunkerque.

I X.

Que les Chambres de Commerce soient supprimées, & que les Corps Consulaires soient investis de leurs fonctions, qu'ils rempliront gratuitement.

X.

Qu'on ramène tout au point le plus simple & le plus uniforme ; qu'en conséquence, il n'y ait plus

en France qu'un seul poids, une seule mesure, une seule aune, une seule & même règle pour les échéances & jours de grâces des effets de commerce dans toutes les Places du Royaume.

X I.

Que tous les Réglemens concernant les Manufactures, & toutes les autres Corporations d'Arts & Métiers, soient abrogés comme étant au moins inutiles, & que les Maîtrises soient entièrement supprimées.

X I I.

Le Tiers-Etat de la Sénéchaussée de Ponthieu, considérant la cherté actuelle des Bois, & la disette dont le Pays est menacé, charge expressément ses Députés de solliciter un Règlement qui encourage les plantations, sans nuire toutefois aux propriétés des particuliers.

X I I I.

Ledits Députés demanderont, qu'attendu que les combustibles sont un objet de consommation très-considérable pour les Manufactures, & dont la valeur influe d'une manière marquée sur les teintures & apprêts des différentes étoffes, il est né-

cessaire d'en réduire le prix autant qu'il est possible ; que pour y parvenir, il est essentiel qu'avant l'adjudication des Forêts du Roi , des Princes Apanagistes, & autres gros Propriétaires, le prix des Bois à brûler soit taxé par les Juges à qui la connoissance des Eaux & Forêts sera attribuée, afin qu'à l'avenir les Adjudicataires ne soient plus les maîtres de fixer le prix de cette denrée ; que les Officiers de Police soient tenus de veiller si les Bois exposés en vente dans les Chantiers, sont de longueur & grosseur requises suivant les différentes classes.

X I V.

Que les Laines étant un des principaux alimens des Manufactures, & celui au moyen duquel les Anglais obtiennent sur les Fabricans Français une préférence si décidée ; il est nécessaire que le Gouvernement s'occupe du soin de régénérer la race du Mouton en France, & d'encourager les Parcages.

X V.

Lesdits Députés demanderont la suppression de tous Droits de Péage, Pontonnage, Travers, qui empêchent la libre circulation ; comme aussi de ceux de Minage, Balette, menus acquits, Coutumes, Etalages & autres, qui nuisent à l'approvi-

fionnement des marchés, & sont autant d'entraves pour les Manufactures & le Commerce.

X V I.

L'intérêt public exigeant que les propriétés soient garanties des inondations qu'occasionnent les Moulins qui sont établis sur les Rivières, les Députés solliciteront un Règlement sur cet objet important. Le vœu du Tiers - Etat seroit qu'on fit sur les Rivières les nivellemens les plus exacts, qu'on déterminât la hauteur qu'on pourroit donner au radier de chaque moulin, laquelle hauteur seroit fixée par un repaire qui serviroit de règle invariable aux Administrateurs & aux Officiers chargés de la police des Rivières.

X V I I.

Demande aussi lesdits Députés, la continuation & perfection des Ouvrages du Port du Tréport, avec une route praticable qui de ce Port communique à Eu, & de-là à Paris, en passant par Gamaches, Blangy, Sénarpont, Aumale & Beauvais.

X V I I I.

La nécessité d'une correspondance active entre les Provinces de Normandie & de Picardie,

exige l'établissement d'une poste aux Lettres d'Abbeville à Eu, en passant par Saint-Valery, Cayeux, Bourg-d'Ault & Tréport. Les Députés emploieront donc tous les moyens possibles d'obtenir un établissement aussi utile qu'indispensable.

X I X.

Un objet non moins important, doit être recommandé aux Députés ; c'est celui de solliciter pour le Commerce en général, une modération sur les ports de Lettres : ils solliciteront pareillement la faculté de pouvoir faire assurer ou charger comme ci-devant les Lettres au moyen d'un double port, sans être tenu du droit exorbitant du sou pour livre sur le montant & valeur des effets qu'elles renferment.

X X.

Il sera réclamé par les Députés, que les privilèges des Messageries soient suspendus dans tous les lieux pour lesquels elles n'ont pas de voitures fixes, & même de places ; par exemple, qu'à Abbeville & à Eu, où il n'y a ni diligences ni chaises pour Paris & la route, ni même de Places affectées dans les diligences de passage, les habitants aient la liberté de prendre telle voiture de louage qui leur conviendra, sans être dans le cas

de faisie ni d'amende, & sans être assujettis à payer très-injustement le permis d'une chose dont on ne peut les faire jouir.

X X I.

Ils s'occuperont du soin de faire supprimer la direction générale établie pour les haras du Royaume, comme ne remplissant en aucune manière le but que le Gouvernement a dû se proposer en l'établissant.

Ils représenteront que, si pour perfectionner la race des chevaux, le Gouvernement veut déposer des Etalons étrangers dans différents lieux de nos différentes Provinces, il seroit convenable de les entreposer dans les lieux qui seroient indiqués par les Etats-Provinceaux, dans des maisons d'établissement perpétuel où tout Cultivateur seroit libre d'envoyer des Jumens qu'il voudroit faire porter, mais sans que l'Habitant de campagne puisse être contraint de les y envoyer, ni de payer aucune rétribution ; & qu'au surplus il ne sera interdit à aucun Cultivateur d'avoir des Etalons à son gré.

L O C A L I T É S.

Après s'être occupés des objets généraux qui viennent d'être exposés, les Députés feront tous

leurs efforts pour fixer l'attention des États-Généraux sur les objets particuliers qui suivent & qui intéressent, chacun en droit soi, les Comtés de Ponthieu & d'Eu.

LOCALITÉS DU COMTÉ DE PONTIEU.

ARTICLE PREMIER.

Ils représenteront que, dans le cas où le Franc-Fief ne seroit pas compris dans la suppression générale, la Ville d'Abbeville fera rétablie dans l'exécution de ce droit appuyé sur la charte de 1184 confirmée par Charles, V en 1365, Charles VI, en 1380, Charles VII, en 1436, Louis XI, en 1476, Charles VIII, en 1483, Louis XII, en 1498, François I^{er}, en 1515, Henri II, en 1557, François II, en 1559, Charles IX, en 1562, Henri III, en 1575, Henri IV, en 1594, & par les Lettres-Patentes de Louis XIII, du mois de Décembre 1610, de Louis XIV, du mois d'Août 1650, de Louis XV, du mois de Janvier 1718, & par Arrêt du Conseil du 26 Janvier 1730.

I I.

Que la Ville d'Abbeville n'a pu être dépouillée de ces privilèges que par une surprise faite

à la religion du Souverain ; qu'on n'a pu présenter comme abonnement le sacrifice d'une somme annuelle de 1500 liv. que les Habitans se sont empressés d'offrir en 1730, pour satisfaire aux besoins de l'Etat & indemniser les Fermiers-Généraux d'une omission faite dans le bail du privilège d'Abbeville, qui se trouve précisément dans l'exception prononcée dans l'Edit de Juin 1771, portant : que la révocation des privilèges du Franc-Fief n'aura pas lieu pour les Villes qui, comme celle-ci, jouissent de l'exemption de ce droit, en vertu des Ordonnances du Royaume.

OFFICES MUNICIPAUX.

ARTICLE UNIQUE.

Ils demanderont la suppression de tous Offices Municipaux des villes d'Abbeville, Rue, Crotoy, Quend & Crecy ; que les places Municipales soient électives & composées des trois Ordres, en conservant aux Maires & aux Officiers Municipaux d'Abbeville le privilège ancien & honorable, confirmé par tous nos Souverains, de commander les Bourgeois & les Troupes de Sa Majesté ; que les Habitans de la ville d'Abbeville seront également confirmés dans tous les

privilèges anciens qui leur ont été octroyés ; & notamment dans le droit de se garder eux-mêmes ; mais que le pauvre qui n'a rien à garder ne devant pas veiller pour le riche gratuitement, & aux dépens même de son travail du lendemain, les Officiers Municipaux doivent être autorisés à faire faire le guet, garde & patrouille dans l'étendue de ladite Ville & Banlieue, par les compagnies de Cinquantaine ou Bourgeoises, moyennant une solde, laquelle sera perçue & répartie également sur les individus des trois Ordes.

A P A N A G E S.

ARTICLE UNIQUE.

Demandront aussi qu'en tout événement le Comté de Ponthieu, actuellement en apanage, rentre dans le Domaine de la Couronne, en vertu des privilèges particuliers accordés à ce Comté par ses anciens Souverains, confirmés par nos Rois, notamment par l'Edit d'Henri IV, d'Avril 1564, qui porte en termes exprès Art. V :

» Voulons & entendons que, suivant & conformément à leurs privilèges, ladite Ville d'Abbeville & Sénéchaussée de Ponthieu demeurent unis inséparablement à la Couronne de

» France , fans en pouvoir être tirées , démem-
 » brées , aliénées , ni délaissées (le décès de notre
 » belle-sœur légitime la Duchesse d'Angoulême
 » advenu) soit par usufruit , douaire , apanage ,
 » assignation ou autre prétexte que ce soit » .

*L'Article qui suit , faisoit partie du Cahier du Tiers-
 Etat de la ville d'Abbeville ; il avoit été adopté par les
 Commissaires du Tiers-Etat de la Sénéchaussée de Pon-
 thieu , & on ne fait comment il a été omis lors de la ré-
 daction. Ainsi , quoique porté seulement en note , & quoi-
 qu'il ne paroisse pas sanctionné par la signature des Votans ,
 il n'exprime pas moins l'un de leurs vœux , & n'en doit pas
 moins être regardé comme faisant partie du Cahier de la
 Sénéchaussée.*

N A V I G A T I O N.

ARTICLE UNIQUE.

« Dans la vue de rendre au Commerce d'Abbe-
 » ville l'exercice de toutes ses facultés , les Dépu-
 » tés sollicitent la révocation de l'Arrêt du
 » Conseil du 12 Mai 1716 , & demanderont qu'il
 » soit permis aux habitans d'Abbeville de faire ve-
 » nir chez eux , les Navires , soit étrangers , soit
 » Français , venant de l'Etranger , ainsi qu'ils ont
 » la faculté & la seule liberté d'y faire monter les
 » Navires Français venant des Ports de France. »

LOCALITÉS.

LOCALITÉS DU COMTÉ D'EU.

Le Comté-Pairie d'Eu fait partie de la Province de Normandie. Il en a été distrait pour la Jurisdiction, par son érection en Pairie : mais est resté uni à cette Province pour les impositions. Cependant, étant, à cause du privilège de la Pairie, du ressort du Parlement de Paris, il est pour la Jurisdiction royale dans l'enclave de la Sénéchaussée de Ponthieu. Il a à ce titre, avec le Comté de Ponthieu des différences essentielles qui rendent utile son retour au Parlement de Normandie, & qui nécessitent ici ses Doléances particulières & locales.

Les Députés représenteront l'abus introduit par l'usage, dans le Comté d'Eu, d'assujettir les seuls propriétaires voisins des rues & des chemins vicinaux à la réparation de ces mêmes chemins : ils demanderont un Règlement qui en charge toutes les propriétés de la paroisse.

Ils solliciteront que le droit de Guet soit supprimé comme inutile, injuste & sans objet.

Que la liberté soit accordée aux Marchands & autres, de pèser & mesurer chez eux les objets qu'ils vendent & achètent dans l'intérieur de leurs maisons, pourvu que leurs poids & mesures soient jaugés & marqués; que le droit de déport

soit anéanti comme exorbitant du Droit commun & contrariant le but civil , moral & religieux de l'établissement des Cures.

Que les plantations d'arbres fruitiers & de haute-futaie dans les chemins , rues & plans , soient sous la sauve-garde publique , & que la possession des particuliers & des Fabriques de Campagne soit , à cet égard , conservée & respectée.

Que la prescription ne puisse s'acquérir entre corps d'héritages & terres non-bornées ; que les titres de propriété fassent la loi ; & qu'à défaut de leur représentation , les déclarations & aveux rendus aux Seigneurs y suppléent.

Que , dans le cas , où les droits perçus par les Huissiers-Priseurs-Vendeurs au nom du Roi , ne seroient pas supprimés , les Habitans du Comté d'Eu ne paient à l'avenir , que les quatre deniers pour livre au Roi , ou les quatre deniers perçus par les Seigneurs Comtes d'Eu , n'étant pas juste qu'ils paient le double des droits de leurs voisins.

Qu'il soit construit à Eu , des Casernes pour la Maréchaussée , & qu'il en soit établi une brigade à Blangy.

Les Députés demanderont pareillement pour les Maire , Echevins & Habitans de la ville d'Eu , qu'il y ait un Procureur-Syndic en la Majorité

d'Eu , & que les appels des sentences de la police relient immédiatement au Parlement , le tout ainsi qu'il s'est pratiqué autrefois.

Demandront enfin les Députés pour les Habitans d'Eu & Tréport , que , dans le cas où les droits sur la pêche fraîche & salée ne seroient pas supprimés , ils soient au moins réduits au taux de ceux perçus dans les ports qui appartiennent au Roi.

Que l'obligation imposée à leurs navires & bateaux pêcheurs de venir apporter leurs pêches au Tréport , soit entièrement abolie , sauf l'indemnité , s'il y a lieu.

ARTICLE dernier , & commun aux Comtés de Ponthieu & d'Eu.

Les Députés se chargeront de tous les Mémoires qui pourront leur être présentés & adressés par les Villes , Communautés de Campagne , même par les particuliers qui voudroient développer les différens articles des présentes Doléances.

Telles sont les Plaintes & Doléances que le Tiers-état de la Sénéchaussée de Ponthieu a cru devoir exprimer ; tels sont les redressements qui lui ont paru les plus nécessaires. C'est enfin des moyens

qu'il vient d'indiquer qu'il espere & qu'il attend la restauration de la chose publique & le bien particulier de cette Sénéchaussée.

Fait & arrêté en la Chambre du Conseil du Présidial d'Abbeville, sous la présidence de M. le Lieutenant-Général, assisté de M^e. Lavernier, Greffier en chef de ce Siège, par nous Commisaires du Tiers-état de la Sénéchaussée de Ponthieu soussignés, pour être présenté & définitivement arrêté en l'Assemblée générale de l'Ordre du Tiers-état de ladite Sénéchaussée, qui se tiendra demain vingt-sept Mars présent mois, en l'Eglise paroissiale de Saint Georges de cette ville, huit heures du matin. A Abbeville ce vingt-six Mars mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Signés, Guignon-du-Cambard. Oullio-de-Drancourt. Rabion. G. H. V. Manessier. Duboille. Godard. Dufestel. Taupin-le-Comte. Ducaurroy-de-Lacroix. Douzenel-de-Valmares. Ch. Cressent. Pierre Sageot. Fr. Lebœuf. Walle. Delattre. Dequeux-du-Beauval. Duval-de-Grandpré. Clémenceau & Lavernier, avec paraphe.

Le présent Cahier a été lu, approuvé & définitivement arrêté en tout son contenu, en l'As-

semblée générale du Tiers-état de la Sénéchaussée de Ponthieu, tenue le vingt-sept Mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, ainsi qu'il résulte du procès verbal fait pardevant Nous Lieutenant-Général en la Sénéchaussée de Ponthieu, à Abbeville, ledit jour vingt-sept Mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, & avons signé avec M^e. Lavernier, Greffier en chef.

*Signés, CLEMENCEAU & LAVERNIER
avec paraphe.*

Collationné, rendu conforme à la minute par nous Greffier en chef en la Sénéchaussée de Ponthieu & au Siège Présidial d'Abbeville, soussigné, sauf les apostilles qui accompagnent trois des signatures non transcrites ici comme superflues & étrangères à la chose publique.

A Abbeville, ce quinze Avril mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Signé, LAVERNIER, avec paraphe.

The first of these is the fact that the
 number of cases of the disease has
 increased in the last few years. This
 is due to the fact that the disease
 is more common in the tropics than
 in the temperate zone. It is also
 more common in the summer months
 than in the winter months. This is
 due to the fact that the disease is
 more common in the warm months
 than in the cold months.

The second of these is the fact that
 the disease is more common in the
 tropics than in the temperate zone.

The third of these is the fact that
 the disease is more common in the
 summer months than in the winter
 months. This is due to the fact that
 the disease is more common in the
 warm months than in the cold
 months.

The fourth of these is the fact that
 the disease is more common in the
 tropics than in the temperate zone.

The fifth of these is the fact that
 the disease is more common in the
 summer months than in the winter
 months.